



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/pôle 3

**Arrêté préfectoral imposant à la SAS CARGILL HAUBOURDIN des prescriptions complémentaires concernant la fourniture de compléments et précisions au dossier de porter à connaissance de modifications suite à la restructuration des activités pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé 7 rue Maréchal Joffre à HAUBOURDIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2006 autorisant la SAS CARGILL HAUBOURDIN à poursuivre l'exploitation du site de HAUBOURDIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter à connaissance GINGER BURGEAP (référéncé 1024563-01/NO11000023) du 25 juillet 2024 concernant la restructuration du site CARGILL de HAUBOURDIN, réceptionné à l'unité départementale de LILLE de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France le 30 juillet 2024 ;

Vu le rapport du 18 septembre 2024 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par lettre recommandée n° 2C17930387132 du 26 décembre 2024 et réceptionnée le 27 décembre 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. la société CARGILL HAUBOURDIN a réalisé des modifications sur son site de HAUBOURDIN dans le cadre d'un plan de restructuration des activités du site ;
2. en application de l'article R. 181-46, la société CARGILL HAUBOURDIN a porté à connaissance de l'inspection ces modifications en remettant un dossier de porter à connaissance daté du 25 juillet 2024 ;
3. après examen de ce dossier, l'inspection considère que celui-ci doit être complété et précisé afin d'apprécier la nature des modifications ;
4. l'article R. 181-45 du code de l'environnement dispose que « les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. » ;
5. il convient donc de prescrire à la société CARGILL HAUBOURDIN la fourniture des compléments et précisions nécessaires à l'appréciation des modifications réalisées dans le cadre du plan de restructuration de son site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société CARGILL HAUBOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 7 rue du Maréchal Joffre 59320 HAUBOURDIN, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

### Article 2 – Compléments et précisions

L'exploitant complète son dossier de porter à connaissance GINGER BURGEAP (référéncé 1024563-01 /NO11000023) du 25 juillet 2024 en apportant les compléments et précisions annexés au présent arrêté.

L'exploitant remet, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, un mémoire en réponse répondant à chacune des demandes annexées au présent arrêté et intègre ces réponses à son dossier de porter à connaissance. Le mémoire en réponse et le dossier de porter à connaissance complété sont remis en deux exemplaires papier et un exemplaire version numérique à la préfecture du Nord par voie postale ou dépôt sur rendez-vous (direction de la coordination des politiques interministérielles – bureau des procédures environnementales – 12 rue Jean Sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE CEDEX – Tél. : 03.20.30.54.82 ou 03.20.30.57.70).

### Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HAUBOURDIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HAUBOURDIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **10 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



P.J. : annexe 1 – Compléments et précisions à apporter au dossier de porter à connaissance du 25 juillet 2024

19 FEV. 2025

Guillaume AFONSO

**ANNEXE 1 – Compléments et précisions à apporter au dossier de porter à connaissance  
du 25 juillet 2024**

1. Paragraphe 1 : il est mentionné « les installations conservées ont donc été adaptées afin d'être utilisables pour ce nouveau produit ». Préciser le détail de ces adaptations/modifications.

2. Paragraphe 3.1 :

- le dossier mentionne « l'amidon de maïs et de blé », puis ensuite « la poudre de maïs et de blé ». Préciser s'il s'agit-il de la même chose ;
- le dossier mentionne « l'usine comprend les circuits de production suivants : circuits tours d'atomisation 2 et 3 ... » :
  - préciser si ces circuits de production tours atomisation 2 et 3 englobent la glucoserie pour fabrication de sirop de glucose et maltodextrine qui n'est pas reprise dans la liste des circuits de production ;
  - préciser si ces circuits atomisation 2 et 3 permettent la production de poudre de maltodextrine et de glucose ;
  - le schéma du process de production ne fait pas apparaître le circuit tour d'atomisation 1. Compléter ce schéma.

3. Paragraphe 3.1.1 : lister les produits chimiques autres que l'acide chlorhydrique additionnés dans le premier mélangeur ainsi que les réactifs ajoutés dans le second mélangeur.

4. Paragraphe 3.1.2.1 : préciser à quoi correspond le « circuit FEED » mentionné sur le schéma et non détaillé dans le dossier.

5. Paragraphe 4.1 :

- rubrique 1630 : préciser quels sont les usages de la soude et la potasse caustiques ;
- rubrique 2260.2 : les équipements tels que broyeurs, tours d'atomisation... n'ont plus lieu d'être classés en rubrique 2260, ces équipements étant couverts par la rubrique 3642. Modifier le dossier en conséquence ;
- rubrique 3642 : préciser la capacité maximale journalière de produits finis après restructuration ;
- rubrique 1185 : préciser le type de fluide frigorigère classé sous cette rubrique. La quantité précisée de 130 kilos est différente de celle précisée dans le dossier de réexamen IED (687 kilos). Si la quantité réellement présente est de 130 kilos, alors le site est non classé sous cette rubrique. Modifier le dossier en conséquence ;
- rubrique 4735 : le STEAMATE NA1320 semble correspondre à de l'ammoniaque et non de l'ammoniac et n'a pas à être visé par la rubrique 4735 dans ce cas. Modifier le dossier en conséquence.

6. Paragraphe 4.2 : préciser pour quels usages les eaux de toiture seront utilisées.

7. Paragraphe 5.1.1.1 : préciser les différents postes utilisateurs d'eau (mise en solution de l'amidon, nettoyage des installations, refroidissement...) et les consommations approximatives par poste.

8. Paragraphe 5.1.1.2 – consommations d'eau :

- intégrer au tableau les consommations d'eau de 2023 ;
- préciser quelle a été la réduction de consommation d'eau suite à l'arrêt de l'activité d'amidonnerie humide ;
- préciser quand a eu lieu un report de consommation d'eau de la Deûle sur le réseau d'eau public ainsi que la quantité ;
- expliquer l'évolution croissante puis décroissante des consommations d'eau de ville entre 2018 et 2022 ;
- expliquer pourquoi la consommation d'eau de ville en 2022 est du même ordre de grandeur qu'en 2018 alors même que l'activité amidonnerie humide a été stoppée ;
- préciser les quantités maximales susceptibles d'être consommées au réseau public et dans la Deûle dans le cas où l'autorisation au titre du code de la santé publique serait obtenue, et dans le cas où elle ne le serait pas.

9. Paragraphe 5.1.2.1 – rejets d'eau :

- effluent 1 : préciser le dispositif dans lequel les eaux pluviales collectées en zones production et chargement sont envoyées (bassin, cuve tampon ?) ainsi que le volume ;
- effluent 3 : préciser le dispositif dans lequel les effluents industriels sont envoyés avant traitement (bassin, cuve tampon ?) ainsi que le volume ;
- rappeler la nature des différents effluents industriels et les postes producteurs (scrubbers, nettoyage des installations, etc.).

10. Paragraphe 5.1.2.2 : les quantités d'eau rejetées à la STEP d'HOUPLIN-ANCOISNE ont diminué suite à l'arrêt d'installations :

- préciser les débits maximum instantanés, journaliers et moyen mensuels attendus pour l'effluent 3 à présent ;
- préciser l'évolution des flux annuels de DCO, MES, DBO5, azote et phosphore rejetés entre 2017 et 2023 (source GEREP) ;
- préciser les flux maximum journaliers émis des substances suivies dans le cadre de la surveillance pérenne des substances dangereuses pour l'environnement (RSDE).

11. Paragraphe 5.2.1 :

- la correspondance des points de rejets du tableau 8 avec ceux de la figure 7 est illisible. Par exemple, à quels numéros de conduit du tableau 8 et donc de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2011 correspondent les points de rejet TA 1 à TA 3, TMS 1&2, TMS 3 ? ;
- mettre en cohérence le plan et le tableau ;

.../...

- le changement de dénomination TA et TMS non repris dans l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2011 correspond-il à une modification des installations et technologies de séchage ? :
  - préciser de quand datent ces modifications le cas échéant et la nature de ces modifications ;
  - préciser si les émissaires de rejets ont été modifiés (hauteur, diamètre, débit...).

12. Paragraphe 5.2.2 : la valeur limite de 20 mg/Nm<sup>3</sup> s'applique en cas d'impossibilité de mise en place d'un filtre à manches, sinon la valeur applicable est de 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes. Démontrer l'impossibilité d'emploi d'un filtre à manche sur chacune de ces installations.

En ce qui concerne les installations de combustion :

- la chaudière gaz de 74 MW est remplacée par une chaudière gaz de 20 MW et une chaudière électrique. L'arrêté préfectoral du 14 novembre 2011 limite la durée de fonctionnement de la chaudière gaz de 74 MW à 7 mois par an (à l'arrêt de novembre à mars inclus) :
  - préciser s'il en sera de même pour la nouvelle chaudière gaz de 20 MW ;
  - sinon, démontrer que le flux annuel des émissions de polluants de cette nouvelle chaudière en fonctionnement annuel sera inférieur ou égal au flux annuel des émissions de polluants de la chaudière 74 MW fonctionnant 7 mois par an ;
- préciser les caractéristiques de la cheminée de la nouvelle chaudière gaz (débit, diamètre au débouché,...).

13. Paragraphe 5.3.2 :

- « la production d'eaux sucrées issues des phases de filtration des glucoses a augmenté ». Préciser l'origine de cette augmentation ;
- présenter un tableau mis à jour des déchets produits par le site (code déchet, nature, code valorisation R1 à R13 ou élimination D1 à D15...).

14. Paragraphe 5.6 – bruit : une nouvelle campagne de mesures acoustiques pour la totalité du site doit être réalisée après la mise en service des nouvelles chaudières afin de démontrer la conformité des niveaux sonores en limite de propriété mais également le respect des émergences en zones à émergence réglementée.

15. Paragraphe 5.7 – odeurs :

- préciser si les opérations de séchage de l'amidon ainsi que la station de prétraitement des effluents sont susceptibles d'émettre des odeurs ;
- préciser quelles dispositions sont prises le cas échéant pour prévenir ces émissions.

16. Paragraphe 5.9 – intégration paysagère : des démolitions/démantèlements sont ou seront menées sur le site dans le cadre de la mise à l'arrêt de certaines installations. Si disponible, joindre au dossier une vue globale du site en 3D avant démolitions/démantèlements et après lorsque les opérations auront été finalisées.

#### 17. Paragraphe 6 – dangers du site :

- nouvelle chaudière : la société NOVAWATT exploitant la cogénération constitue un tiers. Le préciser au dossier ;
- préciser sur un plan les zones d'effets des phénomènes dangereux qui subsistent suite à l'arrêt de certaines installations ;
- les caractéristiques d'explosivité de l'amidon de blé peuvent potentiellement différer de celles de l'amidon de maïs. L'utilisation d'amidon de blé n'a pas été prise en considération dans les études de dangers antérieures car non utilisé auparavant. Justifier et préciser si l'utilisation d'amidon de blé est susceptible de modifier les distances d'effets de surpression et d'émission de débris calculées pour l'amidon de maïs ;
- préciser si les produits à présent stockés dans silos et boisseaux et listés en annexe 1 correspondent à ceux de la dernière étude de danger. Étudier et préciser le cas échéant si les distances d'effets de surpression et d'émission de débris calculées dans la dernière étude de dangers sont susceptibles d'évoluer.

#### 18. Annexe 2 : analyse de conformité à l'AMPG 2910 :

- la société NOVAWATT constituant un tiers, préciser si les distances réglementaires définies à l'article 5, au regard des limites de propriété de cette installation, sont respectées ;
- préciser si la toiture du bâtiment chaufferie est BROOF T3 conformément aux dispositions de l'article 18 de l'AMPG ;
- préciser si un poteau incendie ou point d'eau susceptible de fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures est présent à moins de 100 m du bâtiment chaufferie conformément à l'article 21 de l'AMPG ;
- article 28 : l'installation est concernée par cet article contrairement à ce qui est mentionné. Préciser ce qui est prévu pour respecter cette prescription ;
- article 53 : contrairement à ce qui est mentionné, l'installation est concernée. Un point de prélèvement normalisé doit être prévu afin de faire réaliser annuellement un prélèvement pour analyse par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (european cooperation for accreditation ou EA) (article 76 de l'AMPG) ;
- article 79 : contrairement à ce qui est mentionné, l'installation est concernée par cet article puisqu'une mesure en continu des NOx (et CO) est exigible. Une mesure en continu ou une évaluation en permanence du débit du rejet à l'atmosphère, la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels doivent donc être mesurés en continu. Néanmoins, les caractéristiques de l'analyseur présenté en annexe 3 semblent montrer que ces analyses en continu sont prévues.

#### 19. Annexes : joindre un plan d'ensemble du site à l'échelle 1/200 au minimum reprenant uniquement les installations et stockages encore en fonctionnement, et indiquant le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut être admise.